

Numéro 268, 5 décembre 2014

En 2014, notre bulletin devient mensuel et traite, en plus du marché du carbone et du MdP, des mesures d'atténuation appropriées au niveau national (MAAN)

Négociations et forums internationaux

Le coup d'envoi est lancé à Lima

Environ 190 délégations du monde entier sont réunies le 1^{er} décembre à Lima, au Pérou, pour participer à la 20^{ème} Conférence mondiale sur le climat de l'ONU. Pendant deux semaines, les pays vont négocier et préparer des propositions, en vue de la conférence de 2015 à Paris, qui doit déboucher sur un accord global.

Dans sa déclaration d'ouverture, la Secrétaire de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), Christiana Figueres, a présenté les principaux livrables de la rencontre de Lima, à savoir:

- le texte d'un projet d'accord et des éclaircissements sur la façon dont les contributions nationales seront communiquées en 2015;
- la consolidation des progrès sur l'adaptation pour atteindre la parité politique avec l'atténuation;
- l'amélioration de la finance climatique; et
- l'implication de toutes les parties prenantes.

Manuel Pulgar-Vidal, ministre de l'Environnement du Pérou et Président de la CdP 20, a déclaré que la conférence comprendra des espaces de dialogue entre les États et les acteurs non étatiques. Il a annoncé que le 11 décembre serait une « Journée d'action pour le climat » au cours de laquelle des représentants de la société civile, des groupes de femmes et des représentants de la jeunesse pourront prendre la parole.

À Lima, les gouvernements devront définir la portée et le type de contributions qu'ils

fourniront à l'accord de Paris, avec un niveau de clarté suffisant sur la façon dont la finance, la technologie et le renforcement des capacités seront abordés. Les pays doivent présenter leurs contributions nationales d'ici le premier trimestre de 2015.

À Lima, des progrès sont attendus sur plusieurs enjeux, dont :

- la ratification de l'amendement de Doha;
- la transparence des actions entreprises par les pays développés;
- le renforcement de la résilience aux changements climatiques;
- l'intensification et la coordination de la livraison du financement climatique;
- la foresterie;
- les transferts technologiques;
- les mécanismes de marché.

Le contexte politique semble favorable : dernièrement, la Chine, les États-Unis et l'Union européenne se sont engagés à limiter leurs émissions de gaz à effet de serre (GES) d'ici 10 à 15 ans :

- l'Europe s'est fixé comme objectif de réduire de 40 % ses émissions de GES entre 1990 et 2030;
- les États-Unis se sont engagés à les baisser de 26 % à 28 % entre 2005 et 2025;
- la Chine a pour la première fois donné une date (autour de 2030) à partir de laquelle elle souhaite les diminuer.

Selon les observateurs, ces signaux politiques pourraient donner un coup de fouet aux négociations. Cependant, d'autres grands émetteurs comme l'Inde, le Japon, la Russie et l'Australie n'ont pas encore annoncé leurs engagements en vue de la nouvelle entente. Les gouvernements souhaitent qu'ils le fassent avant la conférence de Paris, en 2015, afin d'éviter un autre échec comme à Copenhague il y a cinq ans. Rappelons qu'à la conférence de Copenhague, les pays n'étaient pas parvenus à un accord contraignant.

Pour en savoir plus :

<http://climate-l.iisd.org/news/un-climate-change-conference-opens-in-lima-peru/271813/>

<http://newsroom.unfccc.int/lima/lima-cop-to-lay-foundation-for-paris-2015-agreement/>

<http://ici.radio-canada.ca/nouvelles/International/2014/12/01/003-marathon-negociations-climat-onu-lima-emissions.shtml>

L'Alliance des petits états insulaires (AOSIS) se prépare pour Lima

L'Alliance des petits États insulaires (AOSIS) a identifié la finance climatique comme une priorité majeure pour la prochaine ronde de négociations sur les changements climatiques. La coalition s'est réunie pour un sommet de deux jours, aux Seychelles, afin de consolider sa position en prévision de la 20^{ème} session de la Conférence des Parties (CdP 20).

Déplorant que les pays développés aient rompu leurs promesses de financement par le passé, les ministres de l'AOSIS ont appelé à un financement « accru, adéquat et prévisible ».

Le communiqué publié par les ministres de l'AOSIS identifie un montant de 15 milliards de dollars comme cible de départ pour le Fonds vert pour le climat (FVC), qui a par ailleurs bénéficié de nouveaux engagements des donateurs, le 20 novembre dernier à Berlin. En plus de souligner les besoins de financement pour soutenir les petits états insulaires en développement (PEID), la déclaration exhorte également les dirigeants mondiaux à adopter un « accord juridiquement contraignant, ambitieux et applicable à toutes les parties » à la CdP 21, qui se tiendra à Paris en Décembre 2015.

Les ministres reconnaissent par ailleurs l'importance des objectifs annoncés conjointement par le président américain Barack Obama et le président chinois Xi Jinping, mais soulignent qu'ils attendent de voir si les promesses s'ajoutent aux réductions de GES nécessaires afin d'assurer un climat jugé « sécuritaire ». Enfin, ils appellent à augmenter significativement les niveaux d'ambition et la mise en œuvre de projets d'énergie propre d'ici 2020.

Pour en savoir plus :

<http://climate-l.iisd.org/news/aosis-prepares-for-lima/>

Nouvelles du marché du carbone

Le marché du carbone forestier franchit la barre du 1 milliard

Un rapport récemment publié par *Ecosystem Marketplace*, sur l'état du marché du carbone forestier, révèle que la valeur cumulée du marché du carbone forestier a maintenant dépassé 1 milliard de dollars, et ce, grâce à une augmentation de 17% des transactions de carbone entre 2012 et 2013.

Malgré l'augmentation du carbone transigé, le rapport note toutefois que la valeur totale des transactions de carbone forestier a diminué en raison d'une baisse des prix moyens du carbone. Les prix du carbone forestier varient considérablement selon le rapport, allant de 1 dollar par tonne de dioxyde de carbone équivalent (t_{éq}.CO₂) sur le Chicago Climate Exchange, à plus de 100 dollars par t_{éq}.CO₂ sur le marché domestique de compensation carbone japonais. En ce qui concerne les acheteurs de carbone forestier, le rapport souligne que les acheteurs volontaires sont les joueurs les plus présents, notamment les services d'énergie et les entreprises alimentaires, dont la majorité est basée en Europe.

Le rapport note que la déforestation et les changements d'utilisation des terres représentent encore 14% des GES. En ce qui concerne les projets de carbone forestier, la majorité est composée de projets REDD+, en grande partie situés en Amérique latine. En plus des avantages carbone, le rapport indique que les projets REDD+ offrent souvent des bénéfices additionnels significatifs pour la biodiversité, les moyens de subsistance, l'éducation et la santé. En effet le rapport met en évidence de multiples avantages pour l'éducation, la santé et les infrastructures, évalués à 41 millions de dollars, alors que 9 000 emplois auraient été créés et 13 millions d'hectares de terres ont été protégés.

Le rapport conclut que « les estimations de coûts pour arrêter la déforestation et réduire les émissions provenant du changement d'utilisation des terres dépassent de loin la capacité actuelle des marchés de carbone forestier ». Il note que ce déséquilibre entre la demande d'acheter le carbone et l'offre sur les marchés du carbone forestier pourrait être partiellement résolu par davantage d'engagements envers la réalisation de la Déclaration de New York sur les forêts, ainsi que par des progrès à travers la CCNUCC, en particulier via les dialogues entourant la REDD+.

Pour en savoir plus :

http://www.ecosystemmarketplace.com/pages/dynamic/article.page.php?page_id=10654§ion=news_articles&eod=1

http://www.forest-trends.org/documents/files/doc_4770.pdf

Fonds vert : 9 milliards pour le climat

Le Fonds vert des Nations Unies pour le climat (FVC), chargé d'aider les pays en voie de développement à lutter contre le réchauffement climatique et à s'adapter à ses effets, a levé jeudi près de 9,4 milliards de dollars pour 4 ans lors d'une conférence réunissant une trentaine de pays à Berlin, en Allemagne.

Le FVC est resté longtemps privé de moyens, mais les annonces faites le week-end dernier, au G20 de Brisbane en Australie, changent la donne. En effet les États-Unis et Japon ont respectivement promis 3 milliards et 1,5 milliard de dollars. Avec les contributions annoncées, le FVC, créé officiellement en 2010, entre enfin dans une phase « opérationnelle », a relevé le secrétariat général de l'ONU dans un communiqué. « C'est un jour historique » et « extrêmement important », s'est réjoui Héléna Cheikhrouhou, la directrice du Fonds, à l'issue de la première réunion formelle des donateurs du FVC.

Les engagements ont été faits par 21 pays, comprenant des contributions de quatre pays en développement. Le total des contributions représente la plus grande quantité d'argent que la communauté internationale a réussi à mobiliser jusqu'à maintenant pour un mécanisme de financement climatique dédié, et ce, dans un court délai de moins de cinq mois.

Avec environ 1,2 milliard de dollars, la Grande-Bretagne a apporté jeudi une contribution substantielle. Plusieurs pays ont contribué plus modestement au Fonds, comme le Panama qui a promis un million d'euros alors que d'autres annonces sont attendues lors de la conférence de l'ONU sur le climat de Lima.

Les ressources affectées au FVC serviront essentiellement de levier afin de débloquer les flux de financement provenant du secteur privé. Les investissements privés sont essentiels pour la transition vers une économie sobre en carbone et résiliente aux changements climatiques. Ces investissements pourront être stimulés grâce à l'application d'un financement public concessionnel provenant du Fonds vert.

Rappelons que le FVC avait été créé initialement pour agir comme véhicule central pour le financement climatique, en vertu duquel les pays industrialisés aideront les pays en développement en fournissant du financement additionnel pour les projets publics et privés.

Pour en savoir plus :

http://www.gcfund.org/fileadmin/00_customer/documents/Press/GCF_Press_Release_2014_11_20_Berlin_pledges.pdf

<http://www.ledevoir.com/environnement/actualites-sur-l-environnement/424461/onu-plus-de-9-milliards-de-dollars-pour-le-climat>

L'évolution du MDP, des MAANs et des mécanismes du marché du carbone

81^{ème} rencontre du Conseil exécutif

Le Conseil exécutif a appelé les pays à renouveler leur engagement envers le MDP, soulignant son efficacité et son rôle crucial dans la réduction des émissions de GES. Le Conseil a également rappelé la contribution du MDP au développement durable ainsi que sa capacité à contribuer aux objectifs de la CCNUCC. L'appel a été lancé par le Conseil lors de sa 81^{ème} réunion, qui avait lieu du 24 au 28 novembre dernier à Lima, au Pérou, tout juste avant la CdP sur les changements climatiques.

Lors de la rencontre, le Conseil a également convenu de la mise en place d'une plateforme en ligne pour l'annulation volontaire d'unités de réduction certifiée des émissions (URCE) et a demandé au Secrétariat de la CCNUCC de commencer le processus de développement.

En outre, le Conseil a adopté son plan de gestion d'un an pour 2015, dans la foulée de son plan d'affaires de deux ans, qui avait été adopté lors de la 75^{ème} réunion du Conseil exécutif. En ce qui concerne la proposition de l'adoption partielle du système d'accréditation MDP par le Comité de coordination de la mise en œuvre conjointe (JISC), le Conseil a décidé que cette proposition nécessitera une décision de la Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Kyoto (CMP).

Pour en savoir plus :

<http://climate-l.iisd.org/news/cdm-executive-board-urges-countries-to-recommit-to-the-cdm/272073/>

http://cdm.unfccc.int/filestorage/4/R/G/4RGQJE9F56UOHXDLIPBWMCNK3S1T20/eb81_mee ting_report.pdf?t=NTI8bmcwd212fDCEYAE03lpMGVK33tGMCJmE

Le Canada s'engage à verser 300 millions au Fonds vert

Le gouvernement du Canada a annoncé qu'il s'engagera à verser 300 millions de dollars au Fonds vert pour le climat. L'annonce a été faite tout juste avant la 20^{ème} session de la Conférence des Parties (CdP 20) de la CCNUCC et juste après la première conférence du Fonds vert qui a eu lieu à Berlin le 20 Novembre dernier. La directrice exécutive du Fonds vert, Héla Cheikhrouhou, a mentionné que cet engagement significatif du Canada vient à point, tout juste une semaine avant Lima.

Par voie de communiqué, le ministre canadien de l'Environnement, Leona Aglukkaq, a souligné que cet engagement démontre « la volonté du Canada d'en venir à un accord

international équitable et efficace à Paris, comprenant des obligations contraignantes pour tous les grands émetteurs ».

Rappelons que quelques jours auparavant, plusieurs pays ont annoncé leurs contributions respectives au Fonds vert, dont Les États-Unis (3 milliards), le Japon (1,5 milliards) et les Pays-Bas (125 millions).

D'autres annonces de contributions au Fonds vert sont attendues d'ici la conférence de Lima.

Pour en savoir plus :

http://news.gcfund.org/wp-content/uploads/2014/11/release_GCF_2014_11_21_canada_pledge.pdf

La CCNUCC publie un rapport sur les liens entre les MAANs et le support disponible

Le Secrétariat de la CCNUCC a publié un rapport sur les soutiens financier, technique et de renforcement des capacités disponibles pour les MAANs. Le document fournit des informations sur les liens existant entre les MAAN et le soutien financier, technique et en renforcement des capacités dans le cadre du registre des MAANs.

Le rapport décrit les sources de soutien disponibles dans le Registre, indiquant qu'au 6 Novembre 2014, 14 entrées sur le soutien avaient été enregistrées dans le registre, dont neuf disponibles pour la préparation des MAANs, quatre pour la mise en œuvre de MAANs et l'autre pour la préparation et la mise en œuvre.

Par ailleurs, le rapport met en lumière les actions entreprises par le Secrétariat pour soutenir les partis afin d'accroître leur utilisation du registre et de faciliter l'appariement des MAANs avec le soutien financier, technique et de renforcement des capacités. L'annexe au rapport contient une analyse des informations relatives à l'appariement, au soutien disponible et à l'engagement.

Pour en savoir plus :

<http://unfccc.int/resource/docs/2014/sbi/eng/inf24.pdf/NAMA%20Study%20Ghana%20final.pdf>

<http://climate-l.iisd.org/news/unfccc-reports-on-matching-nama-with-support/>

Dossier thématique

L'utilisation de la biomasse sous forme de gaz

La biomasse désigne l'ensemble des matières organiques dégradables et transformables, après combustion, en énergie. Dans certaines conditions, surtout lorsque la source de biomasse est d'origine résiduelle, la biomasse peut présenter un bilan carbone neutre. On considère alors que la combustion de débris organiques dégage une quantité de CO₂ équivalente à celle qui a été absorbée lors de la croissance de la biomasse, par photosynthèse. Si l'utilisation de la biomasse se fait de manière durable, la biomasse est pratiquement inépuisable et disponible partout dans le monde, particulièrement dans les régions périurbaines et à faible densité de population. En outre, elle représente un atout important pour répondre aux besoins en énergie des pays en voie de développement et des territoires isolés, tout en contribuant à générer des retombées économiques localement.

La première source de biomasse est celle qui a été utilisée par l'homme depuis la découverte du feu : la biomasse ligneuse. Elle est encore aujourd'hui l'une des plus répandues. Il s'agit essentiellement des résidus forestiers, mais aussi de la paille et des cultures énergétiques. Par ailleurs, la forme d'utilisation la plus commune de la biomasse ligneuse est sa combustion directe : elle est brûlée dans une chaudière ou une cuisinière pour produire de la chaleur, de l'électricité ou les deux (cogénération).

Outre l'utilisation directe de la biomasse, les technologies qui transforment la biomasse solide en biomasse gazeuse (biogaz) ou liquide (biocarburant) représentent un avantage significatif, car le biogaz et le biocarburant sont généralement plus faciles à transporter et à utiliser. De plus, la transformation de la biomasse solide en gaz génère un gain d'efficacité : une chaudière ou cuisinière fonctionnant au biogaz nécessite une quantité de biomasse primaire inférieure de 50 à 90% par rapport à un équipement fonctionnant au bois. Enfin, la biomasse sous forme de gaz ou de liquide peut jouer un rôle important dans le secteur des transports, pour faciliter une transition vers les énergies propres, réduire la dépendance au pétrole ainsi que les émissions de CO₂. Sous forme gazeuse ou liquide, la biomasse peut en effet servir de carburants pour les véhicules grâce à une adaptation des moteurs et des systèmes de distribution de carburant actuels.

Plusieurs procédés, par voie biochimique ou thermochimique, peuvent être utilisés pour permettre la transformation et l'utilisation de la biomasse sous forme de gaz.

La digestion anaérobique

L'une des voies les plus répandues de transformation biochimique de la biomasse est la « digestion anaérobique » (ou biométhanisation), un processus biologique naturel de décomposition de la matière organique par des bactéries qui s'activent en conditions anaérobiques, c'est-à-dire sans oxygène. On retrouve divers phénomènes de décomposition anaérobique en milieu naturel : les feux follets présents parfois dans les marécages ou les

cimetières sont issus d'une réaction de biométhanisation. Les végétaux ou animaux morts entrent en décomposition dans des conditions anaérobiques et les gaz générés au cours de ce processus s'échappent du sol. Sous certaines conditions chimiques, ces émanations peuvent alors s'enflammer spontanément à l'air libre.

Ce principe est appliqué depuis maintenant plusieurs années à l'échelle industrielle, en milieu agricole par exemple. En effet, la biodigestion est de plus en plus employée pour traiter et valoriser les matières résiduelles organiques, comme les lisiers. Elle permet de transformer, sous la forme de biogaz, près de 90 % du carbone présent dans la matière organique des déchets.

En recréant le processus de biodigestion en conditions anaérobiques (dans un bioréacteur fermé), la digestion de la matière organique génère d'une part du biogaz et d'autre part un résidu appelé « digestat », riches en nutriments et qui peut donc être utilisé comme engrais. Cette filière de valorisation de la matière organique peut donc produire deux extrants : de l'énergie renouvelable et du compost. Par conséquent, elle génère également des réductions de GES de deux façons : par déplacement des combustibles fossiles par de l'énergie renouvelable (biogaz) et par l'évitement des émissions issues de la production et de l'application d'engrais synthétiques.

Afin de maximiser la production de biogaz, on priorise généralement l'utilisation de résidus riches en protéines, en hydrates de carbone et en graisses, ces derniers offrant un meilleur potentiel de production de méthane. De plus, on tente de maintenir la température la plus élevée possible, étant donné que la vitesse de réaction ainsi que l'efficacité de la digestion augmentent proportionnellement avec la température.

La gazéification

La gazéification est la voie thermochimique pour transformer la biomasse en gaz. Elle permet de transformer une partie du carbone présent dans la matière résiduelle en produits gazeux, ne laissant qu'un solide composé de résidus et de solides carbonés. Cette transformation réduit la masse de matière organique jusqu'à 70% et produit un gaz synthétique pouvant servir directement de carburant ou être transformé en liquide (par le procédé Fischer-Tropsch).

Lors de la gazéification, la biomasse est soumise à quatre phénomènes thermochimiques complexes:

- Séchage de la biomasse
- Pyrolyse : décomposition de la biomasse sous l'effet de la chaleur et en absence d'oxygène et production de matières volatiles (CO, CO₂, H₂, CH₄, H₂O, goudrons) et de carbone fixe (charbon).
- Oxydation partielle (combustion), où à l'aide d'un agent oxydant (air, O₂, H₂O) les

matières volatiles produites lors de la phase de pyrolyse sont oxydées pour fournir la chaleur nécessaire à l'ensemble du procédé et où une partie des goudrons sont craqués thermiquement.

- La gazéification : par des réactions thermochimiques complexes, cette phase convertit le carbone fixe en un gaz combustible riche en CO et H₂ appelé « gaz de synthèse » (« syngas » en anglais).

La gazéification diffère de la biodigestion en ceci qu'elle transforme la biomasse à haute température et en présence de réactifs gazeux (vapeur d'eau, oxygène) en gaz synthétique (syngaz) composé de dihydrogène, de monoxyde de carbone (CO) et d'hydrocarbures gazeux. Ce syngaz est lui-même un carburant, mais il peut être aussi utilisé pour produire des biocarburants. Ainsi, à la différence de la voie biochimique (digestion anaérobie), la gazéification permet un meilleur contrôle des réactions chimiques (et donc des produits de la réaction) ainsi qu'un temps de réaction beaucoup plus court (entre 1 seconde et 3 heures pour les procédés en lit fixe). Cependant, la gazéification tend à consommer plus d'énergie que la biodigestion qui, elle, affiche généralement une empreinte carbone faible.

La gazéification a été utilisée par le passé pour produire du carburant lors de pénuries dues aux conflits géopolitiques par exemple. Actuellement, la gazéification fait l'objet de recherches ayant pour but de produire de l'énergie d'origine renouvelable de manière la plus efficace possible, comme des biocarburants de seconde génération ou du dihydrogène (H₂).

Une MAAN gazéification en Indonésie

Une première MAAN gazéification a été proposée en Indonésie, visant essentiellement à développer la filière gazéification pour la production d'énergie au pays. On estime à 0.7 MtCO₂éq. par année le potentiel de réduction de GES de la MAAN.

La solution proposée pour cette MAAN émerge d'une problématique énergétique récurrente en Indonésie : plus de 20 % de la population indonésienne n'a pas accès à l'électricité. Pourtant, il y a plus de 60 millions d'hectares de terres forestières qui ont été coupés et dégradés. La MAAN vise donc à mettre à profit la gazéification pour produire de l'énergie propre et durable, destinée aux zones rurales en priorité. Dans le contexte indonésien, le bois constitue une ressource naturelle abondante, comme l'espèce à croissance rapide *Calliandra* (*Calliandra callothyrsus*).

Les objectifs généraux de la MAAN sont les suivants :

- Réduire les émissions de GES par la plantation d'arbres sur des terres improductives et des terres dégradées
- Réduire les émissions de GES en remplaçant les combustibles fossiles comme sources d'électricité traditionnelles

- Augmenter l'accès à l'électricité en région rurale, ce qui génèrera d'autres co-bénéfices tels que : l'amélioration des communications, la création de retombées économiques locales, la diminution du taux de chômage, etc.

In fine, cette MAAN offre le potentiel d'un changement transformationnel car il supporte une stratégie à l'échelle nationale en matière d'énergie. La MAAN vise à favoriser une mise en œuvre plus large pour le financement, par l'intermédiaire du Ministère des Finances, afin de créer un marché d'envergure pour la gazéification et les ESE (Entreprises de services écoénergétiques), c'est-à-dire les fournisseurs d'énergie.

Pour en savoir plus :

<http://www.epa.gov/agstar/anaerobic/>

<http://www.gasification.org/what-is-gasification/how-does-it-work/>

[http://www.nama-database.org/index.php/Communit Forest Partnership for Wood Biomass Based Energy - CFFBE NAMA](http://www.nama-database.org/index.php/Communit_Forest_Partnership_for_Wood_Biomass_Based_Energy_-_CFFBE_NAMA)

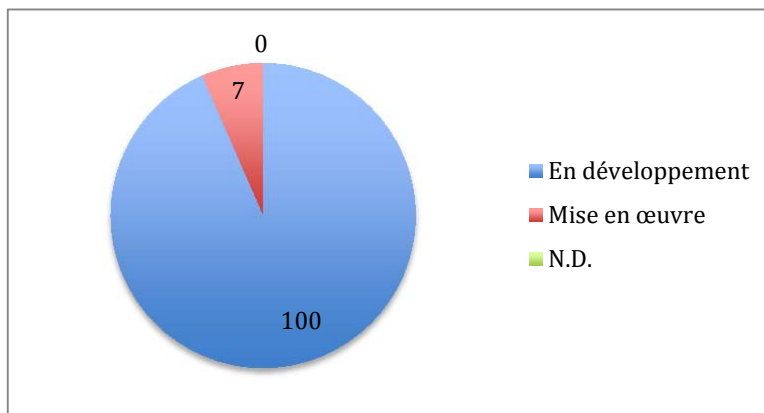
Sélection de rapports d'intérêt et de sources d'information utiles

- Le GEF (Global Environment Facility) publie un rapport résumant les 20 ans de la CdP, voir
<http://www.thegef.org/gef/node/10981>
- L'organisation internationale de l'aviation civile (OIA) et l'Organisation maritime internationale (OMI) ont publié un rapport destiné à la CCNUCC et détaillant les émissions issues de la consommation de combustibles fossiles pour le transport maritime et aérien, voir
<http://climate-l.iisd.org/news/icao-imo-report-to-sbsta-on-emissions-from-international-aviation-and-maritime-transport/#more-271154>
- Ecosystem Marketplace publie un rapport sur l'état du marché du carbone forestier, voir
http://www.forest-trends.org/documents/files/doc_4770.pdf
- La CCNUCC publie un rapport sur l'état du soutien disponible aux MAANs et l'appariement entre les MAANs et le soutien, voir
<http://unfccc.int/resource/docs/2014/sbi/eng/inf24.pdf/NAMA%20Study%20Ghana%20final.pdf>

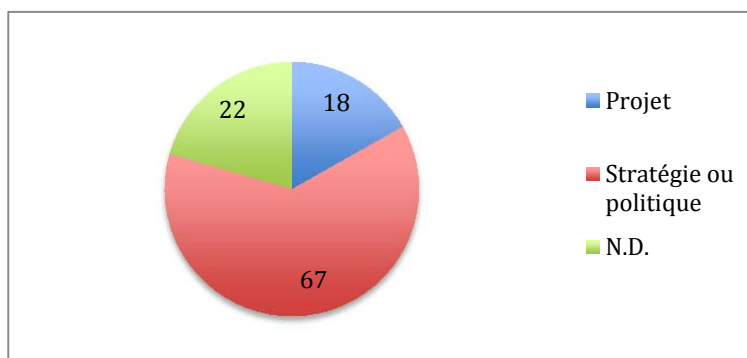
Développement des activités liées aux MAANs

Synthèse des MAANs enregistrées

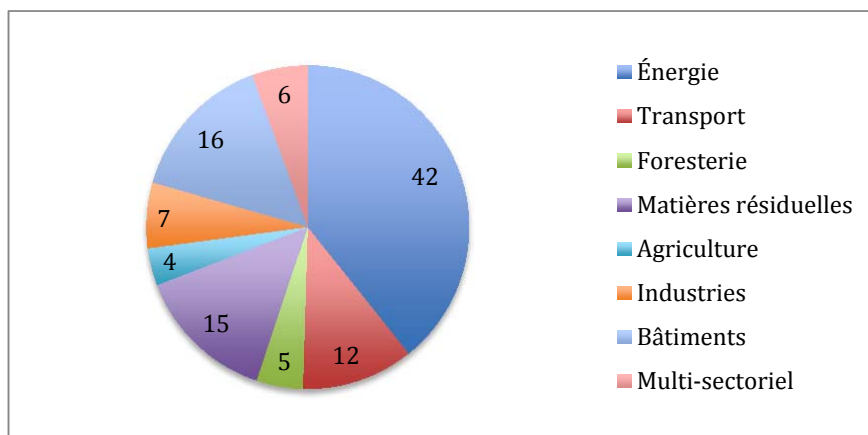
Par état d'avancement :



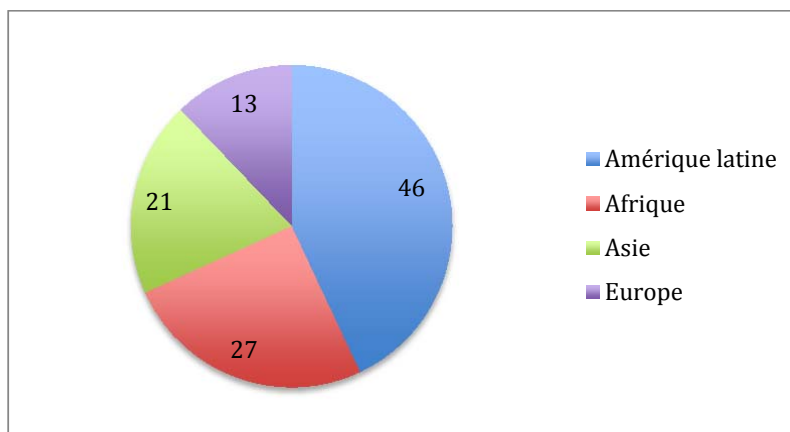
Par type d'action :



Par secteur :



Par région :



Registre officiel des MAANs de la CCNUCC

MAANs cherchant du soutien :

Pays	Titre	Date de création
Ouganda	Reduction, Recycling and Reuse of Solid Waste in Kampala City	12/01/2014
Ouganda	The Promotion of the Use of Efficient Institutional Stoves in Institutions	12/01/2014
Ouganda	Bus Rapid Transit (BRT) for Kampala	12/01/2014
Ouganda	Developing appropriate strategies and techniques to reduce methane emissions from livestock production in Uganda	12/01/2014
Ouganda	Integrated Wastewater Treatment for Agro-process Water in Uganda	12/01/2014

MAANs cherchant la reconnaissance :

Pays	Titre	Date de création
Colombie	Integrated improvement of Road-based Freight sector in Colombia	11/27/2014
Uruguay	LNG Terminal with regasification capacity of 10.000.000 m ³ /d of natural gas with possible expansion to 15.000.000 m ³ /d	10/14/2013
Uruguay	Promotion of renewable energy participation in the Uruguayan primary energy mix	10/14/2013
Chili	Clean Production Agreements in Chile	10/14/2013
Serbie	Construction of New Energy Efficient Buildings Based on Energy Efficiency Regulation in Serbia	10/14/2013

Dernières informations sur le support :

Pays	Titre	Date de création
	FAOSTAT Emissions Database	10/31/2014
	NEFCO Carbon Finance and Funds	10/31/2014
	Inter-American Development Bank (IDB) – Support for the design, development and implementation of NAMAs in LAC region	10/26/2014
Spain	Spanish NAMA Platform	10/26/2014
Japon	ODA for Climate Change Measures	08/25/2014

Support fourni ou reçu :

Pays donateur	Titre	Réциpient	Date de création
Espagne	Spanish NAMA Platform	High Integration Program of Wind Energy	11/28/2014
Royaume Uni	NAMA Facility	Colombia TOD NAMA	11/10/2014
Japon	ODA for Climate Change Measures	Use of Solar energy for domestic hot water production in Heat plant "Cerak" in Belgrade	11/06/2014
Japon	ODA for Climate Change Measures	Introduction of metering system and billing on the basis of measured consumption in district heating systems in Serbia	11/04/2014
	Global Environment Facility (GEF) Trust Fund	Nationally Appropriate Mitigation Actions for Low-carbon Urban Development in Kazakhstan	10/20/2014

Pour en savoir plus :

<http://www.nama-database.org/>

<http://www4.unfccc.int/sites/nama>

Projets et programmes d'activités du MDP sur le site de la CCNUCC (mise à jour le 20 mars 2014)

- Projets dans le portefeuille de la CCNUCC: 4,8 milliards de tCO₂éq. attendues d'ici fin 2015 et 7,9 milliards de tCO₂éq. attendues d'ici fin 2020
- Projets soumis pour enregistrement: 6 (625 532 URCE d'ici 2020)
- Projets enregistrés: 7 788 (7,7 milliards de URCE attendues d'ici 2020)
- Programmes d'activités (PA) soumis pour enregistrement : 5 (5 515 945 URCE d'ici 2020)
- Programmes d'activités (PA) enregistrés: 271 (110 391 690 URCE d'ici 2020)
- URCE émises pour les projets: 1 511 358 343
- URCE émises pour les PA: 1 481 248
- Méthodologies pour les projets de grande ampleur : 90 approuvées
- Méthodologies pour les projets de faible ampleur : 92 approuvées
- Prix de l'URCE: 0,10 € (Spot)

Pour en savoir plus :

<http://cdm.unfccc.int/Statistics/Public/index.html/>

<http://www.cdmpipeline.org>

Les évènements à venir

- Les 6 et 7 décembre 2014, Lima (Pérou), le Global Landscapes Forum se tiendra en marge de la 20^{ème} conférence des Parties de la CCNUCC
- Du 1^{er} au 12 décembre 2014, Lima (Pérou), 20^{ème} Conférence des Parties de la CCNUCC
- 17-18 janvier 2015, Abu Dhabi (EAU), cinquième assemblée annuelle de l'Agence internationale des énergies renouvelables (IRENA)

Le Bulletin Francophone du Marché du Carbone et des MAANs est un bulletin mensuel édité par l'IFDD

dans le cadre de l'Initiative francophone de Partenariat pour le MDP lancée en avril 2005 par la communauté francophone à Montréal. Les bulletins sont rédigés par ÉcoRessources Inc. (<http://www.ecoressources.com/>) pour le compte de l'IFDD.

Pour s'abonner au bulletin : <http://www.mediaterre.org/mailman/listinfo/initiative-mdp-mediaterre.org>

Vous pouvez écrire à l'animateur du réseau Initiative francophone de partenariat pour le MDP à : initiative-mdp-animateur@mediaterre.org